

# APPEL À MANIFESTER LE 4 MARS CONTRE TOUTES LES FRONTIÈRES

Si des êtres humains fuient leurs pays d'origine pour se retrouver sur les routes de l'exil, puis aux frontières et dans les rues des métropoles partout en Europe, c'est pour échapper à la misère et à la mort. Bien qu'ils aient tous leurs propres raisons de migrer, c'est rarement par enthousiasme qu'ils se lancent dans un *inconnu* dangereux, où ils se retrouvent entre autres confrontés au harcèlement policier et aux galères administratives pour leurs demandes d'asile.

Depuis la fin de l'été 2016 à Besançon, la préfecture du Doubs se fait remarquer par son harcèlement permanent envers les sans-papiers : les avis d'expulsion sont distribués à la pelle contre des enfants et leurs familles, comme ce fut le cas à la veille de la rentrée scolaire. En réaction, des actions de soutien ont été organisées par des personnes solidaires et des opposants aux frontières. La réponse de la préfecture ne s'est pas fait attendre et, début octobre, les policiers ont perquisitionné le domicile de deux personnes solidaires puis les ont placées en garde-à-vue, en prétextant la parution d'un article dénonçant la politique immonde de Jean-Philippe Setbon, en charge des rafles et expulsions à Besançon : comme en atteste la « palme des déportations » décernée à la préfecture du Doubs par la CIMADE (organisme humanitaire qui pourtant veille à l'incarcération « humaine » des migrants en attente d'expulsion). Alors qu'en plein hiver la mairie chasse les migrants en installant des plots en béton sur des abris de fortune, des personnes solidaires occupent depuis début décembre un appartement de plus 150 m<sup>2</sup> vide depuis sept ans, dans lequel est hébergée toute personne à la rue qui le souhaite, avec ou sans-papiers. Au cours du mois de janvier, un deuxième squat a même été ouvert.

En quête d'un contrôle toujours plus renforcé sur la population, l'État en arrive à instaurer le délit de solidarité. Dans la vallée de la Roya (Alpes-Maritimes), de nombreux habitants sont poursuivis par les appareils répressifs de l'État (police, armée, justice) pour avoir hébergé ou transporté des migrants. La police aux frontières inspecte les trains en direction et en provenance des États limitrophes (Suisse, Belgique, Angleterre, Italie) pour débusquer celles et ceux qui s'affranchissent des papiers d'identité et des frontières ; l'armée, dont le champ d'intervention s'élargit sur l'ensemble du territoire national avec les pérennisations de l'état d'urgence et du plan « vigipirate », est surtout déployée aux frontières (avec l'Italie notamment) pour leur mener la chasse ; à Calais, l'expulsion de la « jungle » a aussi marqué une étape dans le nettoyage ethnique et social de cette ville qui, à en croire les bourgeois locaux, subit un préjudice économique à cause de ces campements sauvages. Nous en venons au fait : l'argent importe plus que le sort de milliers d'êtres humains. Ces mêmes humains qui fuient les catastrophes industriels d'AREVA ou de Total dans leurs pays, ainsi que l'exploitation de leurs ressources et de leur force de travail au profits des pays plus développés. La boucle est bouclée.

Nous ne voulons plus nous restreindre à faire du cas par cas, à défendre tel jeune étudiant débouté de sa demande d'asile en France ou telle famille parce que « avec enfant scolarisé ». Nombreux sont les cas semblables inconnus dont beaucoup de monde se fout. Le climat délétère instauré par les États et leurs frontières mérite une riposte globale de notre part. C'est pourquoi nous appelons à manifester samedi 4 mars 2017 à 17h place de la Révolution.

**NO BORDER NO NATION, STOP DEPORTATION !**

